

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre  
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

Guichet unique ICPE  
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46  
Télécopie : 03 86 60 72 51

**2010-P- 1903**

**ARRÊTÉ**

mettant en demeure le SIEEEN de procéder à la déclaration de changement d'exploitant et de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001 autorisant l'exploitation d'une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de RIX (Nièvre),

**Le préfet du département de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2001-P-352 du 7 février 2001 autorisant l'exploitation d'une plate-forme de compostage de déchets verts et de la fraction fermentescible des déchets ménagers sur le territoire de la commune de Rix par la Communauté de Communes des Vaux d'Yonne,
- VU** le rapport de proposition de suites de l'inspection des installations classées, en date du 9 juillet 2010,

**CONSIDÉRANT** que la plate-forme de compostage de la commune de RIX est régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 7 février 2001 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que cet arrêté préfectoral autorise la Communauté de Communes des Vaux d'Yonne à exploiter cette plate-forme,

**CONSIDÉRANT** que le SIEEEN, dont le siège social est situé, 7 place de la République – 58027 NEVERS Cedex, exploite la plate-forme de compostage de déchets sur le territoire de la commune de RIX depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, sans avoir fait de déclaration de changement d'exploitant, présente à l'article R.512-68 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que l'installation est actuellement exploitée dans des conditions qui ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001 et notamment les articles 11 (Procédure d'urgence), 16 (Consignes incendie) et 17 (Bruit),

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances,

**CONSIDÉRANT** que, selon l'article L 514-1-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier à satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : PRESCRIPTIONS**

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, le SIEEEN est mis en demeure, pour l'installation qu'il exploite sur le territoire de la commune de RIX et **sous un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder à la déclaration de changement d'exploitant de son installation de compostage de déchets verts et de déchets fermentescibles,
- de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2001-P-352 du 7 février 2001 et notamment ses articles 11, 16 et 17.

### **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées aux articles précédents, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

### **ARTICLE 4: NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de RIX et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION**

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative à Monsieur le Président du SIEEEN, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le sous-préfet de CLAMECY,

- M. le maire de RIX,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne,
- Mme. la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civiles,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef de la subdivision de la Nièvre de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargé, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 23 JUIL. 2010

Le préfet,

  
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Michel PAILLISSÉ**

